

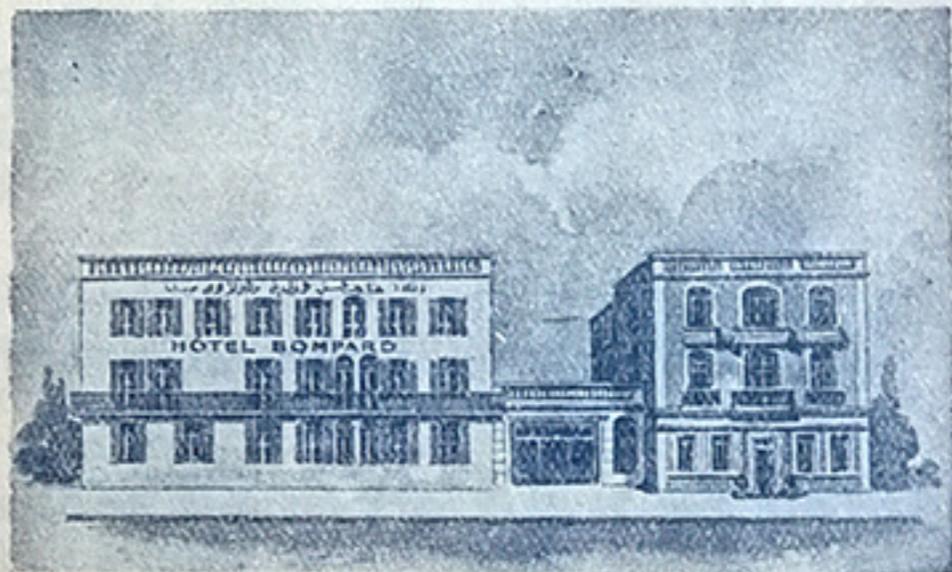
# AGENCE MARITIME GEORGES ANTOUN

AGENT D'ÉMIGRATION AGRÉÉ PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

## HOTEL BOMPARD M A R S E I L L E

MAISON FONDÉE EN 1903

TÉLÉPHONE DRAGON 10-93  
BOITE POSTALE : COLBERT N° 5  
ADR. TÉLÉGR. : GEORGEANTOUN - MARSEILLE



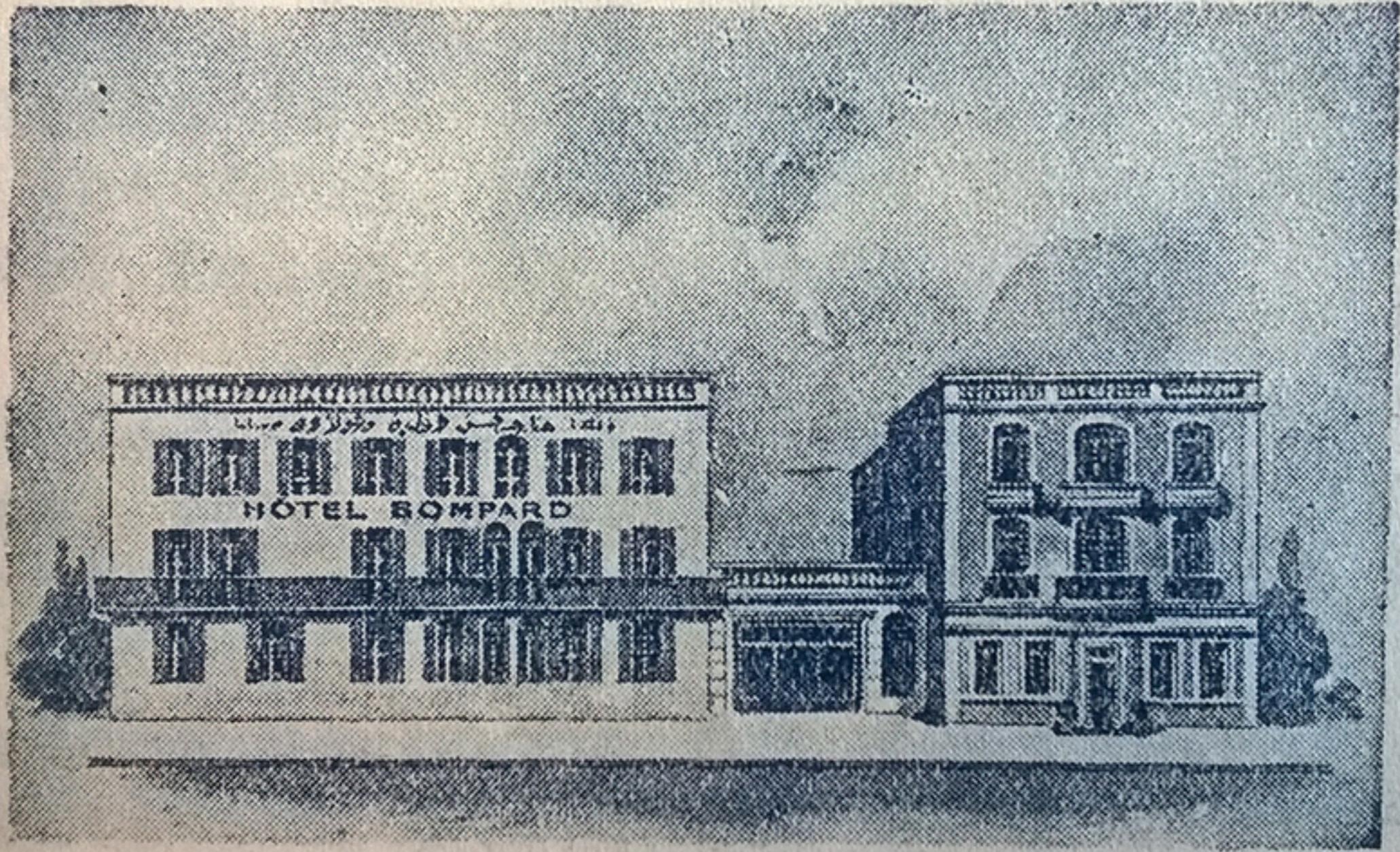
Le 5 Février 1957 195

Monsieur Le Directeur Administrateur  
du Journal "Le Méridional et la France"  
MARSEILLE

Monsieur Le Directeur,

COPIE

*M. Rodu*



HOTEL BOMPARD

هتل بومپارد

HOTEL BOMPARD

# AGENCE MARITIME GEORGES ANTOUN

AGENT D'ÉMIGRATION AGRÉÉ PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

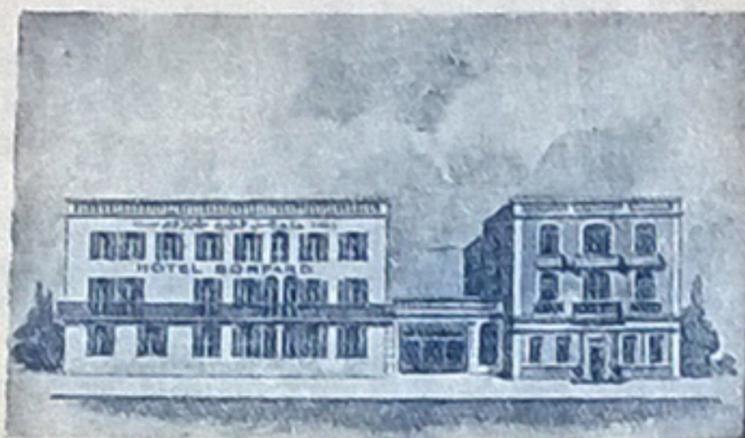
HOTEL BOMPARD  
M A R S E I L L E

MAISON FONDÉE EN 1903

TÉLÉPHONE DRAGON 10-93

BOITE POSTALE : COLBERT N° 5

ADR. TÉLÉGR. : GEORGEANTOUN - MARSEILLE



Le 5 Février 1957 195

Monsieur Le Directeur Administrateur  
du Journal "Le Méridional et la France"  
MARSEILLE

*M. Poulard*

Monsieur Le Directeur,

Mis en cause et gravement lésé par un article paru le 27 Janvier dernier, dans votre journal, j'use de mon droit de réponse pour vous prier d'y insérer, conformément à la loi, la mise au point suivante :

Dans un reportage intitulé "HOTEL BOMPARD", hôtel des Emigrants : "un peu d'espoir à ceux qui passent", l'un de vos collaborateurs, Monsieur Roger H. POULARD, voulait bien, le 8 Mars 1953 en un article de plusieurs colonnes, s'exprimer élogieusement sur mon entreprise fonctionnant depuis des dizaines d'années, sous les auspices de ma Famille dont il louait les services sociaux et l'esprit de charité chrétienne. De plus, mon nom et celui des miens, était suivi de remarques élogieuses, du reste sans vouloir les citer, je vous prie de vous référer à l'article de votre collaborateur.

J'avais donc tout lieu de me croire à l'abri de la venimeuse agression dont j'ai été l'objet, il y a quelques jours, dans le "Méridional", sous la plume de l'un de vos employés, venu "incognito", se livrer à une enquête sur le fonctionnement de l'hôtel Bompard, comme si la profession de journaliste était infâmante et le Crédit de votre estimable organe de presse inexistant....

Si celui ci avait bien voulu m'annoncer la visite de son représentant, je l'aurais reçu bien volontiers et ne lui aurais rien caché, même des conditions de vie et de propreté relatives, dans lesquelles se complaisent volontairement certains de ses informateurs ou informatrices.

Je tiens à déclarer ici, que je compatissais avec tristesse mais sans l'intention d'exploiter leur détresse à des fins partisans ou politiques, comme certains, aux malheurs de tous ceux que la dureté des temps amène chez moi sans que je cherche leur clientèle.

.../...

...me en l'occurrence veut bien en convenir Monsieur DOMENECH, car  
...nt les pouvoirs publics qui m'ont demandé de recevoir les rapa-  
...s du Maroc, parce qu'ils connaissaient la réputation de l'hôtel  
...mpard et le sens social de sa Direction, peut être éclairée par la  
...publicité gratuite que vous m'aviez faite, le 8 Mars 1953.

Je ne saurais certes comparer la vie dans un hôtel où ont  
été hébergés jusqu'à 200 personnes, dont la moitié d'enfants à celle  
d'un home familial abandonné avec tous ses accessoires domestiques.

N'importe quelle personne de bonne foi considèrera cependant  
qu'il est inévitable que la cohabitation d'adultes et d'enfants en bas  
âge, dans une seule pièce, entraîne des salissements et même des dégra-  
dations désagréables pour les occupants et les visiteurs, autant que  
pour les intérêts du logeur, et que la chaleur, le ménage en chambre,  
la cuisine, y amènent des condensations de vapeur sur les vitres et les  
murs.

Quant à la nourriture, aucun de ceux qui connaissent mon  
établissement ne voudra croire que j'y aie servi les menus auxquels  
vous faites allusion.- Au contraire, tous les rapatriés du Maroc, sin-  
cères et épris de vérité pourront témoigner des efforts que j'ai faits  
pour les satisfaire, compte tenu des circonstances et en particulier  
pour la NOEL, sur le plan des menus et cela gracieusement, Monsieur  
DOMENECH !

Pour les conditions de ma rémunération, elles sont en réa-  
lité les suivantes :

De 0 à 4 ans	300 Frs par jour	) Logement et
De 4 à 10 ans	600 Frs d°	
Adultes.....	1.100 Frs d°	) Compris

Savez vous que beaucoup d'enfants salissent beaucoup plus  
et mangent autant que les grandes personnes ?

Voulez vous faire une moyenne par famille et calculer ?

Voulez vous noter toutes les autres <sup>? suggestions ?</sup> suggestions et que les  
draps sont changés tous les 15 (et non les 45) jours ?

Que ce n'est pas moi, mais l'Etat qui fixe les prix ?

Que le mot de banquier ne saurait être considéré comme pé-  
joratif dans le Méridional (encore, je ne prends pas d'intérêts et je  
préfère payer pour me séparer d'indésirables dont l'animosité systéma-  
tique et le sens revendicatif sont inconciliables avec la vie en commu-  
nauté).

Que le mot mécène n'a pas le sens que lui donne votre ré-  
daction, même dans l'ironie ?

Que si je suis traité de "généreux bonhomme" je veux bien  
considérer Monsieur DOMENECH comme un paladin désintéressé.

Que les mots "patrimoine" "rentabilité des entreprises" "préciation de la monnaie" si souvent imprimés dans vos colonnes peuvent être utilisés par celui que vous attaquez injustement pour décrire ses difficultés de trésorerie et que certains dont je m'honore d'être sont encore plus sensibles au préjudice moral qu'au matériel lorsqu'ils sont calomniés.

Sans doute votre reporter ignore t'il tout cela ?

Il va, il fait des mots. Sait-il que la source des informations qu'il a recueillies est loin d'être pure et sereine ?

Que, puisqu'il veut faire de l'esprit sur mon nom, je peux lui répondre que ma famille faisait souche en France avant qu'il fût né !

Qu'il y a des DOMENECH en Espagne, des DOMENECHI en Italie, dont il pourrait descendre sans déshonneur.

En vérité je ne suis peut être pas un pur philanthrope dans le sens que vous l'entendez, je m'en excuse, car très certainement vos articles sont rédigés gratuitement, la publicité insérée dans votre journal, également - je saurai maintenant ce que c'est que la philanthropie.

Des milliers d'émigrants se sont succédés, depuis des années à l'hôtel Bompard dont ils n'ont cessé de louer l'organisation et le fonctionnement marqués du souci du sens familial et social.

Beaucoup y reviennent à chacun de leurs passages à Marseille, en souvenir des services qui leur ont été prodigués et tout cela n'existerait plus, parce que Monsieur DOMENECH, invité à le visiter "incognito" par quelques agitateurs déçus de ne pouvoir percevoir de ma part des avances qu'il ne m'appartient plus de leur faire indéfiniment, en a décidé ainsi.

Allons donc ! le métier d'hôtelier a ses risques : celui de sa réputation, des dégâts mobiliers et immobiliers que subit inévitablement son patrimoine : des pertes, des usures d'objet, du Crédit qu'il est obligé de faire à l'Etat ou aux particuliers déshérités.

L'honneur d'une profession, réside dans l'accomplissement loyal des devoirs qu'elle entraîne. Je pense n'y avoir jamais failli, par contre l'honneur du reporter, c'est de reconnaître ses erreurs, de surveiller ses informations, d'éviter la hâte, la légèreté, l'animosité superflue, la diffamation. Je vous demanderai de bien vouloir le rappeler à votre collaborateur, Monsieur DOMENECH.

Ce sera ma conclusion.

Veillez reconnaître que votre collaborateur a dépassé la mesure, qu'il m'a lésé gravement, qu'il a employé des expressions tendancieuses et injurieuses, que des imputations, telles que celle de : "on commence à jaser dans le quartier", sont aussi vagues

qu'inélégantes et indignes, en tout cas, d'un journal qui se respecte et que votre polémique ou campagne politique contre des insinuations dont je ne suis pas le représentant, n'a que faire de ma modestie personnelle, ou je me verrai obligé de faire apprécier par l'autorité judiciaire, le préjudice que vous m'avez matériellement, mais encore davantage, moralement occasionné.

La présente lettre confirme les entretiens directs et les conversations téléphoniques que j'ai eus, la semaine écoulée, avec vous même et les gens du Méridional.

Je <sup>me</sup> suis décidé à l'écrire que contraint et forcé pour la défense de ma réputation et celle des miens.

Agréer, Monsieur Le Directeur, l'assurance de la parfaite considération.